

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Jeudi (matin) 2 juin 2016

Direction de la police et des affaires militaires

50 2015.RRGR.1235 Motion 314-2015 Müller (Orvin, UDC) Police cantonale: adapter la formation et l'équipement à la menace terroriste Motion à valeur de directive

N° de l'intervention: 314-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 16.12.2015
Déposée par: Müller (Orvin, UDC) (porte-parole)
Müller (Berne, PLR)
Leuenberger (Trubschachen, PBD)
Schwarz (Adelboden, UDF)
Messerli-Weber (Nidau, PEV)
Cosignataires: 0
Urgence: refusée le 21.01.2016
N° d'ACE: 425/2016 du 6 avril 2016
Direction: POM

Police cantonale: adapter la formation et l'équipement à la menace terroriste

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires et d'accorder des moyens pour que la formation et le matériel de la police puissent être adaptés dans les plus brefs délais à la menace terroriste.

Développement :

Comme l'ont montré les divers attentats qui ont récemment frappé nos voisins européens, les policiers et policières sont de plus en plus confrontés à des adversaires qui opèrent avec du matériel militaire : fusils d'assaut, grenades à main, gilets pare-balles, systèmes de vision nocturne, etc.

La police, elle, dispose en situation normale d'un équipement moins lourd. Les pistolets 9 mm de la police sont beaucoup moins puissants que les fusils d'assaut. Les armes de poing 9 mm ne sont efficaces que sur de courtes distances, jusqu'à 20 mètres environ. C'est tout le contraire des fusils d'assaut, qui, nettement plus puissants, permettent des tirs de précision même à 200 mètres de distance.

Pour se protéger des armes de poing de la police, un simple gilet pare-balles de niveau I suffit, alors que les gilets pare-balles de la police n'offrent pas de protection suffisante contre des tirs de calibre 7,62 mm (p. ex. Kalachnikov AK-47) ou 5,56 mm (p. ex. Kalachnikov AK-74).

Dans le même temps, la police est de plus en plus souvent confrontée à des techniques de combat militaires. Ces techniques sont particulièrement efficaces en milieu bâti et à l'intérieur ou aux abords de bâtiments.

On aurait donc intérêt à armer les patrouilles de police motorisées par exemple de fusils d'assaut 90 (04 ou 07) comme ceux utilisés par l'armée suisse et à les équiper de gilets pare-balles de niveau IV (avec des plaques de protection contre les calibres de guerre).

Les policiers et policières doivent pouvoir réagir rapidement à cette menace d'un nouveau genre. En tant qu'employeur, le canton doit assumer ses responsabilités et protéger nos policiers et policières en mettant à leur disposition les moyens de défense adaptés. Il faut aussi leur donner la formation nécessaire.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion relève du domaine de compétence du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le Conseil-exécutif dispose donc d'une marge de manœuvre importante quant aux

objectifs, aux moyens et aux autres modalités liées à l'accomplissement du mandat. La responsabilité de la décision incombe au seul Conseil-exécutif.

Tout d'abord, le Conseil-exécutif constate que même si la Police cantonale bernoise (POCA) et les autres corps de police suisses sont formés et préparés pour réagir à des situations particulières, les ressources en personnel sont limitées et l'engagement quotidien est consacré en priorité au maintien de la sécurité et de l'ordre. Si les forces de police sont confrontées à plusieurs attentats simultanés ou se succédant à intervalles très brefs, ou à des actions exigeant un grand déploiement de forces, elles arrivent rapidement aux limites de leurs capacités. Des conventions entre cantons et la capacité de prescrire des grands axes d'intervention policière à l'échelle nationale revêtent donc une importance considérable, raison pour laquelle l'État-major de conduite Police a été constitué. Ce dernier coordonne, par exemple en cas de menace voire d'attentat terroriste en Suisse ou dans des pays voisins, les mesures de police et le soutien des cantons en personnel, met l'accent sur certains aspects en fonction des événements et prépare des consignes et des mesures de communication cohérentes.

La POCA analyse en permanence les conditions relatives à la sécurité. À ce titre, elle examine ses tactiques d'engagement mais aussi les armes et équipements dont usent les criminels les plus redoutables, afin de prévoir les mesures nécessaires. Dans ce contexte, outre l'armement, la POCA se concentre sur des questions liées à l'informatique, à la mobilité et à la communication, en adaptant ses ressources de manière à déjouer les contre-mesures des malfaiteurs et à entraver leur action. On peut citer comme exemples le système radio Polycor, l'utilisation de drones pour effectuer des relevés lors d'accidents ou la défense contre ces engins lorsqu'ils sont utilisés à des fins délictueuses.

Concernant l'armement, les moyens mis en œuvre par la POCA font l'objet d'un suivi constant. Sur ce point, le gouvernement constate que la police dispose d'armes suffisamment puissantes pour le tir à longue portée et d'agents formés à leur utilisation. Actuellement, les questions cruciales sont plutôt de savoir si ces armes seraient suffisantes dans les divers scénarios de menaces et dans quelle mesure elles lui permettraient de tenir si des dangers devaient perdurer. Des changements pourraient être effectués en matière d'armement, notamment en renforçant l'équipement en fusils d'assaut, mais cette démarche doit être coordonnée avec les autres corps de police. En effet, la POCA œuvre à un accord sur la forme des moyens de contrainte, ce qui implique l'harmonisation des types d'armes par le système policier suisse. À cet égard, la Commission technique et informatique des polices suisses est, au sein de la Conférence des commandants des polices cantonales de Suisse, un organe important pour mener des débats techniques et aboutir à un consensus.

La POCA estime en outre que des mesures d'autoprotection et des formations tactiques suffisent à ses membres pour maîtriser les situations auxquelles ils sont actuellement confrontés.

Des lacunes en lien avec les nouvelles technologies (pour ce qui est de la recherche d'informations et de la gestion des données) sont parfois constatées lors d'enquêtes, les bases légales n'ayant pas été adaptées aux outils du XXI^e siècle.

Pour résumer, le Conseil-exécutif considère qu'à ce jour, le niveau des membres du corps de police est bon tant sous l'angle de l'équipement que de la formation et qu'aucune mesure dans ce domaine ne paraît nécessaire. Si du matériel doit être remplacé, la POCA déposera une demande en ce sens auprès de l'organe compétent du point de vue financier. Faute d'affaires en cours dans ce domaine, le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'adopter la motion et de la classer.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption et classement

Le président. Wir kommen zu Traktandum 50, der Motion des anderen Grossrats Müller, von der SVP. Es handelt sich um eine Richtlinienmotion, deshalb führen wir eine reduzierte Debatte. Die Redezeit beträgt demnach 2 Minuten. Der Regierungsrat ist bereit die Motion anzunehmen, will sie aber gleichzeitig abschreiben lassen. Damit ist der Motionär nicht einverstanden. Ich gebe ihm das

Wort.

Mathias Müller, Orvin (UDC). Meine Mitmotionäre aus der EVP, der EDU, der BDP und der FDP und ich fordern, dass die Polizei das Material und die Ausbildung erhält, die der aktuellen Bedrohungslage entsprechen. Die Ausrüstung und die Ausbildung unserer Ordnungshüter entsprechen heute der Bedrohungslage des letzten Jahrhunderts. Kriminelle hingegen haben sich permanent aufgerüstet und tun das auch weiterhin. Die Polizei sieht sich vermehrt einer Gegenseite gegenüber, die militärisch ausgerüstet ist und auch militärisch vorgeht. Kriminelle operieren mit Nachtsichtgeräten, sind mit Sturmgewehren ausgerüstet, tragen schusssichere Westen und so weiter. Zudem haben viele Kriminelle auch Einsatzerfahrung, sind militärisch ausgebildet oder waren sogar in Kriegseinsätzen. Ein Polizist ist im Normalfall für solche Fälle ungleich schwächer ausgebildet und ausgerüstet. Und es ist einfach so, dass man mit einer 9-Millimeter-Pistole keine Chance hat gegen jemanden, der mit einem Sturmgewehr vorgeht. Wenn jemand weiss, wie Feuer und Bewegung im überbauten Gelände funktionieren, ist er einer normalen Polizeipatrouille überlegen.

Heute wurde viel von Verhältnismässigkeit gesprochen, und genau darum geht es: Wir wollen, dass die Polizei verhältnismässig ausgerüstet und ausgebildet ist. Die Regierung bestätigt, dass die Frage im Vordergrund stehe, ob die Verfügbarkeit von Waffen, die der heutigen Bedrohungsszenarien entsprechen, genügend sei. Ich kann diese Frage beantworten: Die Antwort lautet Nein. Es geht nicht darum, einen Polizei- oder Militärstaat aufzubauen, sondern um Fairness. Wir wollen, dass die Polizisten günstige und faire Voraussetzungen haben, damit sie ihre Einsätze, ihre Aufgaben erfüllen können. Ihre Aufgabe ist es in Gottes Namen nun einmal, die Sicherheit der Bürgerinnen und Bürger zu gewährleisten. Das können sie nur, wenn sie verhältnismässig ausgerüstet sind. Und genau darum geht es. Deshalb bitte ich die Ratsmitglieder, die Motion anzunehmen.

Philippe Müller, Berne (PLR). Da eine reduzierte Debatte geführt wird, werde ich auch zeitlich reduziert sprechen. Was vorhin zu hören war, war möglicherweise etwas technisch. Ich kann Ihnen die Realität auch anhand eines Bildes zeigen. (*L'orateur montre une photo prise à Paris avec le véhicule des terroristes et celui de la police.*) Die Polizei wurde mit Gewehren beschossen und musste sich zurückziehen, bevor sie überhaupt in die Nähe der Terroristen kam. Darum geht es hier. Damit das nicht passiert und man nicht eine Stunde warten muss, bis Spezialeinheiten kommen. Ich weiss natürlich, dass bereits Bemühungen im Gang sind. Ich bitte den Rat, die Motion zu überweisen und sie nicht abzuschreiben.

Ursula E. Brunner, Hinterkappelen (PS). Passagiere, die letzten August im Hochgeschwindigkeitszug von Amsterdam nach Paris gereist sind, hatten grosses Glück. Ohne das mutige Eingreifen von Mitreisenden hätte es noch mehr Verletzte und sogar Tote geben können. Dieser Vorfall zeigt, wie verwundbar wir für Anschläge durch Einzelpersonen sind. Solche Anschläge können jederzeit und überall passieren. Dieser Vorfall ist auch bezeichnend dafür, wie schwierig eine wirksame Terrorbekämpfung per se ist. Das Beispiel steht im Bericht der Task-Force TETRA «Massnahmen der Schweiz zur Bekämpfung des dschihadistisch motivierten Terrorismus» vom Oktober 2015. In diesem Bericht steht auch, dass die Radikalisierung auf lokaler Ebene und unter Einbindung von Sozial-, Familien- und Bildungsstrukturen bekämpft werden müsste. Wie wir gehört haben, finden die Motionäre, unsere Polizei sei ausgerüstet wie im letzten Jahrhundert auch die Ausbildung sei nicht genügend. Darüber bin ich etwas erstaunt. Wir wissen genau, dass in Frankreich nach dem Attentat auf «Charlie Hebdo» Mittel und Kompetenzen massiv aufgestockt wurden. Trotzdem konnten die Anschläge von Mitte November des letzten Jahres nicht verhindert werden. Die Frage, die wir uns als demokratische Gesellschaft stellen müssen, lautet: Wie gehen wir grundsätzlich mit Terror um? Sie tangiert die Menschenrechte und die individuellen Freiheiten. Unter dem Vorwand der Sicherung vor terroristischen Angriffen werden die bürgerlichen Freiheiten zunehmen beschnitten. Der Krieg gegen den Terror dient faktisch der Kontrolle von Bürgerinnen und Bürgern. Auch ich wurde einmal fichiert, und es ist erstaunlich, was alles in meiner Fiche steht. Der Vorstoss löst mehr Fragen aus. Zum Beispiel: Was meinen die Motionäre genau damit? Stimmen dieselben Personen auch zu, wenn es um mehr Mittel und um Massnahmen für eine erfolgreiche Integration geht? Die SP-JUSO-PSA-Fraktion findet diese Motion unnötig. Wir vertrauen dem Bund und den Massnahmen, die der Kanton trifft. Wir stimmen daher zu, wenn die Motion abgeschrieben wird.

Werner Moser, Landiswil (UDC). Die vorherigen Motionen haben ähnliche Themen aufgegriffen. Wir müssen erkennen, dass die Gewalt leider im In- und vor allem im Ausland immer mehr zunimmt. Das sieht auch die Regierung so. Sie sagt, die Motion solle angenommen werden. Vorhin konnten wir das Bild sehen, das Grossrat Philippe Müller zeigte: Das erinnerte uns daran, dass zum Teil Waffen eingesetzt werden, die weitergehen als die Ausrüstung unserer Polizei. Die SVP ist klar der Meinung, dass man nach dem Motto «vorbeugen ist besser als heilen» der Motion zustimmen muss, denn heilen kann man oft nicht mehr, wenn etwas zerstört ist oder wenn es Tote gab. Man kann höchstens noch sagen: «Man hätte sollen», aber mehr nicht. Deshalb sollten wir alles tun, was möglich ist, und sollten die Motion annehmen, wie es auch die SVP-Fraktion einstimmig tun wird. Sie darf jedoch nicht abgeschrieben werden.

Bernhard Riem, Iffwil (PBD). Hier die Stellungnahme der BDP-Fraktion: Wir teilen die Meinung der Motionäre, die eine gewisse politische Breite repräsentieren. Wir sind nicht ganz so optimistisch wie der Regierungsrat. Wir wissen zwar, dass die Ausstattung und der Ausbildungsstand der Polizei für den Normalfall auf einem guten Niveau sind. Hinter die Aussage, dass keine Massnahmen notwendig erscheinen, setzen wir jedoch ein Fragezeichen. Von der Geschichte her habe ich etwas Mühe, von Aufrüstung zu sprechen. Wir sind aber überzeugt, dass es Massnahmen braucht. Auf das, was in Europa und noch mehr in den Krisenländern abgeht, sind wir aus Sicht der BDP mangelhaft vorbereitet. Der Polizeidirektor schreibt: «Es erscheinen keine Massnahmen notwendig.» Absolute Überzeugung klingt anders. Es ist stets ein Abwägen zwischen Kosten und Nutzen, zwischen Risiko und Wahrscheinlichkeit, zwischen Bedrohung und Gelassenheit. Abwägen müssen wir in allen Bereichen. Wenn es so läuft wie bisher, scheinen keine Massnahmen notwendig. Die Wahrscheinlichkeit, dass nicht immer alles so läuft, hat aber aus Sicht der BDP zugenommen. Hoffentlich kommt es nie zu einem grossen Schock. Dann weiss jeder, was man soll, und tut seine Meinung kund. Wir wollen eine bessere Ausrüstung für die Polizei. Deshalb unterstützen wir die Motion und wollen nicht abschreiben, allerdings nicht ganz einstimmig.

Philippe Messerli-Weber, Nidau (PEV). Die Terroranschläge in Brüssel haben uns vor Augen geführt, dass auch kleine Länder das Ziel von Attacken sein können. Für uns bedeutet dies konkret, dass wir auch im Kanton Bern wachsam sein und die nötigen Vorkehrungen treffen müssen. Die EVP-Fraktion ist deshalb wie die Motionäre der Meinung, dass die Kantonspolizei eine Ausbildung und vor allem auch Material braucht, das der aktuellen Bedrohungslage gerecht wird. Nach unserer Auffassung ist das heute nicht genügend der Fall. Handlungsbedarf besteht unter anderem bei der Ausrüstung der Polizeipatrouillen. Gerade sie können im Ernstfall als Erste der Terrorgewalt ausgesetzt sein, bevor die Spezialeinheiten eintreffen. Darum brauchen sie, um auf Augenhöhe intervenieren zu können, unbedingt eine bessere Ausrüstung, zum Beispiel leistungsfähige Sturmgewehre und bessere kugelsichere Westen. Dabei geht es in keiner Art und Weise darum, die Polizei zu militarisieren. Vielmehr sollen die Bevölkerung und die Einsatzkräfte wirksam geschützt werden. Bei der Sicherheit als staatlicher Kernaufgabe dürfen wir keine Abstriche machen, knappe Kantonsfinanzen hin oder her. Wie es die Regierung in ihrer Antwort selbst sagt, besteht gerade punkto Bewaffnung, aber auch in Ermittlungsverfahren und in der Datenverarbeitung Handlungsbedarf. Deshalb erwarten wir, dass der Kanton vorwärtsmacht, und er darf durchaus auch einmal eine Vorreiterrolle spielen. Die EVP-Fraktion ist für Annahme der Motion, bestreitet jedoch die Abschreibung, solange bei den Mitteln zur Terrorbekämpfung noch Lücken bestehen.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Die glp versteht die Anliegen der Motionäre grundsätzlich. Es ist wichtig, dass die Polizei nicht vor jedem Einsatz bereits verloren hat. Aber genau das Bild, das Grossrat Philippe Müller vorhin hochgehalten hat, zeigt natürlich, dass ein normales Polizeikorps für solche Einsätze, wie man sie in Paris gesehen hat, nicht gewappnet ist. Dafür braucht es Spezialeinheiten. Auch die glp hat die Situation erkannt und möchte wissen, ob und in welcher Form die Polizei für die erhöhten Anforderungen überhaupt gewappnet ist. Auch wir sehen, dass die Gegenseite mit immer schwererer Bewaffnung antritt. Uns ist aber wichtig, dass wir nicht einfach einen Alleingang machen. Deshalb stehen wir hinter dem Vorgehen der Regierung. Dazu kommt jedoch noch ein wesentlicher Punkt: die Kosten. Die Motionäre verlangen, dass alle nötigen Massnahmen ergriffen werden und die Mittel auch noch gleich bereitgestellt werden sollen. Wir sind etwas skeptisch, denn das könnte relativ teuer werden. Aus diesem Grund lehnt die glp die Motion ab. Falls sie angenommen wird, unterstützen wir selbstverständlich die Abschreibung.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Auch für die EDU-Fraktion ist es klar, dass unsere Kantonspolizei gut ausgerüstet sein muss, und zwar rechtzeitig. Selbstverständlich können wir nicht jede Bedrohung und jeden Fall abdecken, aber wenn wir jetzt schon sehen, dass wir bei gewissen Mitteln so stark im Nachteil sind, dass wir von vornherein auf verlorenem Posten stehen, sollten wir etwas unternehmen. Wir möchten den Aufschrei hören, wenn es einen gravierenden Fall wie im übrigen Europa gäbe und unsere Polizei nicht regieren könnte, weil ihr die Mittel fehlen. Auch das Finanzielle ist eine Frage der Priorisierung; wir sind nicht der Meinung, man müsse mehr Mittel einstellen. Es ist die Frage, wo man sie einsetzt. Man müsste vielleicht den Schwerpunkt einmal da legen, wo es am nötigsten ist. Unsere Fraktion wird die Motion annehmen, aber nicht abschreiben.

Maria Esther Iannino Gerber, Hinterkappelen (Les Verts). Das meiste wurde von meinen Vorrednern bereits gesagt. Terror und Attentate machen mir Angst, so wie Ihnen allen auch. Wir haben aber die Antwort des Regierungsrats gelesen und finden sie schlüssig. Gestützt auf diese Antwort, die sehr nachvollziehbar ist, sind wir ebenfalls für die Abschreibung der Motion. Ich habe jedoch eine Frage: Bekanntlich werden wir von einem SVP-Grossratskollegen in der Polizeischule Hitzkirch vertreten. Wenn ich es richtig verstehe, geht es um eine Art Oberaufsicht. Ich wünsche mir, dass zum Beispiel im nächsten Bericht über die Polizeischule Hitzkirch entsprechend die Frage beantwortet wird, ob die Ausbildung gut und genügend ist. Im Weiteren wünsche ich mir vom Polizeidirektor, dass er bei der nächsten Sitzung der KKJPD, die er bekanntlich präsidiert, das Thema aufnimmt, insbesondere wegen der Informationsbeschaffung, falls wir im Kanton Bern wirklich der Entwicklung hinterherhinken und betreffend Technologie im letzten Jahrhundert sind. Vielleicht geht es den anderen Kantonen auch so. Das wäre ein Thema, das man wohl überkantonale an die Hand nehmen könnte. Die grüne Fraktion ist, wie gesagt, für Annahme und gleichzeitige Abschreibung der Motion.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Betrachtet man den Inhalt der Motion, geht es um die zweieinhalb Zeilen am Anfang: «Der Regierungsrat wird beauftragt, alle nötigen Massnahmen zu ergreifen und Mittel zu sprechen, damit Ausbildung und Material der Polizei innert kürzester Frist der aktuellen Bedrohungslage angepasst werden können.» In der Antwort haben wir versucht darzustellen, wie die Zusammenarbeit unter den Kantonspolizeikörpern in diesem Land funktioniert. Ich erteile mich an dieser Stelle: Es ist die Antwort der POM, aber auch die Antwort der Regierung. Bekanntlich handelt es sich um eine Richtlinienmotion. Der Führungsstab Polizei wird im ersten Abschnitt erwähnt. Wir alle haben gestern die Eröffnung des Gotthardtunnels miterlebt. Das Gewährleisten der Sicherheit eines solchen Grossanlasses, der im Fokus von ganz Europa stand, mit so vielen Staats- oder Regierungschefs europäischer Länder, war eine sehr grosse Herausforderung. Ich stelle fest, dass die Kantonspolizei Uri, die nicht sehr gross ist, und die Kantonspolizei Tessin diese Aufgabe hervorragend gemeistert haben – natürlich gemeinsam mit den Instanzen des Bundes, dem Nachrichtendienst und Fedpol. Wir können das in diesem Land. Der Grosse Rat kann davon ausgehen, dass die Kapo Bern gleich gut ausgerüstet ist wie die übrigen Polizeikörper in diesem Land. Damit nehme ich Bezug auf das Votum der Sprecherin der grünen Fraktion.

Weil die Kapo Bern eines der grössten Polizeikörper ist, ist sie immer wieder Leader, wenn es darum geht, neue Projekte zu starten. Wahrscheinlich ist es nachvollziehbar, dass nicht die Kantonspolizei von Appenzell Innerrhoden der Leader sein kann. Die Ratsmitglieder werden sicher auch verstehen, dass ich aus polizeitaktischen Gründen hier nicht sage, in welchen Streifenwagen welche Sturmgewehre 90 vorhanden sind. Aber solche Streifenwagen gibt es; sie sind jedoch nicht speziell gekennzeichnet. Man kann also davon ausgehen, dass wir immer daran sind, die grossen Herausforderungen, die an die Sicherheit gestellt werden, zu beurteilen und uns zu überlegen, welche Ausrüstungselemente dafür nötig sind.

Bei allen Ausbildungen der Polizeien in den verschiedenen Polizeischulen ist dies immer wieder Gegenstand der Überarbeitung der Lehrpläne. Unsere Polizeischule befindet sich in Hitzkirch, und auch dort werden selbstverständlich die Lehrpläne immer aktualisiert. Es wird zudem beobachtet, wie ausländische Polizeikörper ihre Ausbildungen vornehmen. Diese Kontakte sind sehr intensiv. Mein Polizeikommandant ist diese Woche beispielsweise auf einer solchen Informationsreise in New York. Wir haben zudem Kontakt zur Metropolitan Police in London. Da bleiben wir am Ball. Deswegen schreibt die Regierung, dass keine speziellen Massnahmen notwendig sind. Das Erforderliche wird ohnehin gemacht. Ich bitte die Ratsmitglieder, nicht davon auszugehen, dass der

Wissensstand eines durchschnittlichen «Blick»-Lesers genügt, um das beurteilen zu können. Das ist nicht möglich. Es ist aber auch nachvollziehbar, dass man nicht alle diese Entwicklungen, Entscheidungen und Elemente der Öffentlichkeit zugänglich machen kann. Das wäre kontraproduktiv. Wenn die Polizei zusätzliche Mittel braucht, kommt sie mit diesen Projekten zum finanzkompetenten Organ. Das ist ganz klar.

Le président. Der Motionär wandelt nicht in ein Postulat. Deshalb kommt er nicht mehr zum Wort. Das ist so bei der reduzierten Debatte. Bei der reduzierten Debatte kann sich der Motionär nur noch äussern, wenn er in ein Postulat wandelt. Dies zur allgemeinen Weiterbildung. Wir kommen zu Abstimmung. Wer die Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 102

Non 35

Abstentions 6

Le président. Der Rat hat die Motion angenommen. Damit kommen wir zur Abschreibungsfrage. Wer die Motion abschreiben möchte, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 58

Non 81

Abstentions 1

Le président. Sie haben die Abschreibung der Motion abgelehnt.